

Le parti Sawab serait-il un parti exclusiviste ?

Le jeudi 18, le parti Sawab a tenu un meeting populaire au niveau des Blocs rouges pour fêter ses deux ans d'existence. Une manifestation qui se tient après la visite du chef de l'Etat dans trois régions du sud (Guidimakha, Gorgol, Brakna).

Le parti Sawab a tenu un meeting populaire dans le centre ville de Nouakchott. C'était jeudi dernier, l'occasion pour son président de faire un rappel d'une année d'activités politiques et de broser les perspectives de sa formation à l'orée des campagnes électorales qui s'annoncent. Ce qui frappe dans le discours du président de ce parti c'est surtout son scepticisme au sujet de la politique nationale actuelle ; scepticisme qui cède vite la place à l'alarmisme lorsqu'il aborde le problème de la citoyenneté. Pour lui, la langue arabe est en danger. Cette menace viendrait de son usage de plus en plus marginal dans les cercles officiels. En conséquence, ce parti estime que s'il prenait le pouvoir, il ferait de cette langue l'outil unique de travail dans l'administration.

Entre les lignes

En réalité, sur cette question principalement, la sonnette d'alarme a été tirée dès le 3 août par certains milieux extrémistes. Elle est utilisée comme argument pour contester l'équipe actuelle qui ne s'inscrit pas nécessairement dans l'optique exclusiviste et sectaire. Et c'est cela le problème. Il a été constaté que les officiels - ou certains d'entre eux - qui ne maîtrisent pas l'arabe, n'hésitent pas à utiliser le français. Une telle pratique annonce, pour les tenants du nationalisme dur, un travail corrosif qui va finir par entraîner l'abandon de cette langue et donc surtout remettre en cause l'identité arabe de la Mauritanie.

On se souviendra que c'est l'argument de chevet des Nassériens démissionnaires du Près

et des postes de responsabilité dans l'administration, en 1997. C'était à l'occasion de la visite de Chirac en Mauritanie. Dans une interview parue à l'époque dans un journal de la place, l'une des figures de proue de ce mouvement n'apas hésité à dire que Ould Taya les avait trahis « en voulant ramener le français dans le système éducatif ». La réforme de 1999 était en préparation.

Aujourd'hui, le discours résolument exclusiviste arabe n'est plus de mise ; c'est est là une perspective lourde de menaces pour les tenants de l'idéologie nationaliste arabe. Ce qui explique le discours populiste développé depuis quelques temps dans certains journaux, alertant les citoyens de leur marginalisation programmée par l'actuel gouvernement. Ce qui explique aussi, entre autres raisons, que le président du parti Sawab demande la démission de l'équipe de transition pour incapacité à mener à bien cette transition.

Inconséquences

Cet alarmisme ne se justifie pas. D'abord la langue arabe est toujours utilisée ; les émissions dans les médias nationaux sont majoritairement en Arabe, les discours officiels sont et Arabe et absolument personne ne conteste l'Arabe en tant que langue nationale devant être utilisée par tous. Ce qui est contesté, c'est l'arabisation à outrance ; c'est la politique tendant à la généralisation ultrarapide de l'Arabe, sans donner aux citoyens non arabophones - surtout ceux qui ont des responsabilités professionnelles - le temps de se recycler. L'objectif est de les marginaliser, de les empêcher de participer à la construction du pays. Le leur. C'est ce qui s'est passé durant toutes ces années. Et toute entreprise allant dans le sens opposé est fustigée, criminalisée.

Au surplus, cette arabité revendiquée se fonde sur le respect de nos valeurs « génétiquement » arabes. Autrement dit, comme nous sommes Arabes, on doit nous parler en cette langue. Logique. Et pour ceux qui ne parlent pas Arabe ? La réponse est simpliste : Ceux qui ne sont

Arabes ne sont pas Mauritanien. C'est ce qu'avait soutenu Ould El Wavi à El Jezira ; c'est aussi ce qui explique le silence de Ould Nati sur cette même chaîne en 2000 quand il représentait l'Ufà/En de Ahmed Ould Daddah, sur la question des négro-mauritaniens.

Nous estimons que si on peut parler la langue d'une communauté ou d'un groupe social surtout national, tout encourage à le faire. A défaut, s'adresser à eux dans la langue qu'ils comprennent. En Arabe ou en Français. Insistons ; l'Arabe n'est pas la seule langue nationale ; il y a les parlers Soninké, Pulaar, Wolof, Berbère... Il faut aussi officialiser leur usage en les intégrant dans le système éducatif et par suite en les généralisant progressivement dans les lieux de travail.

Au début des années 80, une expérience d'enseignement des langues nationales a été menée notamment à l'école Annexe de Nouakchott où on enseignait aux enfants d'origines ethniques différentes, la langue de l'autre. Les résultats ont été admirables dans la mesure où l'Arabe communiquait avec le Pulaar dans sa langue ou l'inverse, et ainsi pour les autres. L'harmonie entre ces enfants était palpable. L'expérience a été arrêtée. Décision qui trahit les intentions des cercles ayant en charge le système éducatif de s'opposer à toute initiative visant à créer une solidarité et une unité entre les composantes de ce peuple.

En vérité

La période de transition s'est traduite par certaines mesures tendant à ramener le calme dans le pays. Parmi ces décisions, il y a la loi d'amnistie et les journées nationales de concertations. Deux mesures - entre autres - qui s'opposent à la politique d'épuration qui a été menée toutes ces années durant dans le pays. Plus, lors des voyages du chef de l'Etat dans les wilayas du sud, le tabou a été levé : les questions « sensibles » tel le passé humanitaire, la citoyenneté... ont été évoquées en tant que problèmes nationaux interpellant l'ensemble des Mauritanien sans distinction. Ce qui « réintègre » les négro-mauritaniens dans leur rôle naturel d'acteurs incontournables de la vie nationale. Avec tout ce que cela peut impliquer.

Cela est inconcevable pour les nationalistes arabes. C'est l'échec de toutes ces années de pré-dation ; c'est surtout l'outrage pour les populations Arabes de comprendre, de découvrir la vérité de la bouche même de celui qui a toujours été muselé. De la victime.

Voilà pourquoi, depuis le 3 août, certains milieux qui se sentent menacés généralisent cette menace à toute la communauté arabe..

Amar Fall